



**REFUS DE TRANSFERT DE PERMIS DE CONSTRUIRE**  
(délivré par le Maire au nom de la Commune)

Demande de transfert de permis de construire déposée le : <b>17/12/2025</b>	dossier n° : <b>PC 067 223 25 00007 T01</b>
par : <b>SAINTE MARGUERITE</b>	Surface de plancher créée : <b>102 m²</b>
représenté par : <b>Madame LORIC Sandra</b>	Nbre de bâtiments créés : <b>1</b> Nbre de logements créés : <b>1</b>
demeurant : <b>37 rue de Sélestat 67210 OBERNAI</b>	Nature des travaux : <b>Construction d'une maison individuelle</b>
sur un terrain sis : <b>44 RUE DU GENERAL DE GAULLE</b>	Destination : <b>Habitation</b>
réf. cadastrales : <b>03 0105</b>	

**LE MAIRE**

Vu la demande de TRANSFERT DE PERMIS DE CONSTRUIRE susvisée,

Vu l'article L.422-1(a) du Code de l'Urbanisme relatif aux communes décentralisées,

Vu l'arrêté municipal n° PC 067 223 25 00007 portant permis de construire initial en date du 27/11/2025 délivré à Madame Sandra LORIC,

Vu les articles L.421-1 et suivants, et R.421-1 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs aux autorisations d'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/07/2016,

Considérant que le projet porte sur le transfert total du permis de construire PC 067 223 25 00007 porté par Madame Sandra LORIC,

Considérant que le permis de construire initial a été délivré à une personne physique sans avoir recours à un architecte,

Considérant que ce transfert est demandé pour une personne morale,

Considérant que toute personne morale qui demande un permis de construire à l'obligation de recourir à un architecte en application de la loi n°77.2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (articles L.431-1 et L.431-3 du Code de l'Urbanisme),

Considérant qu'il convient donc par ces motifs de s'opposer à la demande susvisée,

**RECOURS** : Dans le délai de DEUX MOIS à compter de sa notification, pour le pétitionnaire, ou à compter du premier jour de deux mois d'affichage en mairie et sur le terrain pour les tiers, le présent refus peut faire l'objet d'un recours auprès de l'auteur de l'acte : le Maire, ou d'un recours en annulation auprès du Président du Tribunal Administratif.

Conformément à l'article R.424-14 du code de l'Urbanisme, le demandeur peut, en application du 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.313-2 du code de l'Urbanisme, du 5<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.621-31 ou du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.642-3 du code du Patrimoine, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision saisir le Préfet de Région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'un recours contre cette décision.



**REFUS DE TRANSFERT DE PERMIS DE CONSTRUIRE**  
(délivré par le Maire au nom de la Commune)

Demande de transfert de permis de construire déposée le : <b>17/12/2025</b>	dossier n° : <b>PC 067 223 25 00007 T01</b>
par : <b>SAINTE MARGUERITE</b>	Surface de plancher créée : <b>102 m²</b>
représenté par : <b>Madame LORIC Sandra</b>	Nbre de bâtiments créés : <b>1</b> Nbre de logements créés : <b>1</b>
demeurant : <b>37 rue de Sélestat 67210 OBERNAI</b>	Nature des travaux : <b>Construction d'une maison individuelle</b>
sur un terrain sis : <b>44 RUE DU GENERAL DE GAULLE</b>	Destination : <b>Habitation</b>
réf. cadastrales : <b>03 0105</b>	

**DECIDE**

**Article 1 : Le transfert de permis de construire est REFUSE.**

le 09/01/2026

Le Maire



Jean-Claude JULLY

Conformément à l'article R. 424-12 du Code de l'Urbanisme la présente décision est transmise au représentant de l'Etat le 09/01/2026.

**RECOURS** : Dans le délai de DEUX MOIS à compter de sa notification, pour le pétitionnaire, ou à compter du premier jour de deux mois d'affichage en mairie et sur le terrain pour les tiers, le présent refus peut faire l'objet d'un recours auprès de l'auteur de l'acte : le Maire, ou d'un recours en annulation auprès du Président du Tribunal Administratif.

Conformément à l'article R.424-14 du code de l'Urbanisme, le demandeur peut, en application du 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.313-2 du code de l'Urbanisme, du 5<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.621-31 ou du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.642-3 du code du Patrimoine, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision saisir le Préfet de Région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'un recours contre cette décision.